

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 1^{er} décembre 2025

Fait marquant

Le Royaume-Uni trouve un accord sectoriel avec les Etats-Unis sur l'industrie pharmaceutique

Après des mois de négociations, le Royaume-Uni a conclu le 1^{er} décembre un accord sectoriel avec les Etats-Unis visant à augmenter ses dépenses en médicaments, en échange d'une exemption de droits de douane pour les exportations britanniques pour les trois prochaines années.

Le nouvel accord concède des droits de douane à 0% sur les importations américaines de médicaments. En retour, le Royaume-Uni accepte d'augmenter de 25% (+3 Md£) ses dépenses de médicaments et de réduire de 23,5% à 15% le taux du mécanisme de *clawback* (taxe permettant de récupérer une partie du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques au-delà d'un seuil d'évolution des dépenses en médicaments du NHS dans le cadre d'un accord industrie-NHS).

Le Royaume-Uni s'engage également dans la révision à la hausse des seuils de l'évaluation coût-efficacité des médicaments QALY (*Quality-Adjusted Life Year*) de l'agence NICE (*National Institute for Health and Care Excellence*), utilisée pour déterminer les médicaments pouvant être prescrits aux patients britanniques.

Le coût total de l'accord n'est pas encore estimé mais pèsera sur les comptes du NHS. Cette annonce a été accueillie avec un optimisme prudent par l'industrie pharmaceutique, sans annonces immédiates de reprise des investissements du secteur.

Energie-climat

GB Energy présente sa stratégie

La nouvelle entreprise publique de l'énergie, GB Energy, créée en 2025 pour incarner la reprise en main du système énergétique par l'Etat, a publié sa [première stratégie](#) axée autour de deux objectifs : la mise en service de 15 GW de capacité de production d'énergie propre et de stockage et la mobilisation de 15 Md£ de financements privés d'ici 2030. GB Energy s'est également engagé à soutenir plus

de 1 000 projets locaux ou citoyens afin d'accroître la participation de la société civile dans le système énergétique.

GB Energy opérera en tant que développeur de projets ou co-investisseur grâce à une enveloppe financière de 8,3 Md£ prévue par la *Spending Review* de juin 2025. Les bénéfices générés seront réinvestis par l'entreprise pour financer de nouveaux projets.

L'entreprise prévoit de devenir un fournisseur d'énergie, en concentrant ses efforts sur certaines opportunités de marché encore peu développées par les acteurs privés : (i) le développement d'actifs sur du foncier public, (ii) le stockage d'énergie à longue durée, (iii) la chaîne de valeur de l'éolien flottant.

Enfin, GB Energy concentrera une partie de ses efforts sur le développement des capacités industrielles du Royaume-Uni des équipements nécessaires à la transition énergétique à travers un fonds d'1 Md£ baptisé «*Energy, Engineered in the UK*» (EEUK). Ce dernier sera complémentaire des autres outils de financement publics britanniques, tels que le National Wealth Bank, la Scottish National Bank ou la British Business Bank.

Contrecoups pour deux projets de CCUS sur fond de fermetures d'usines dans la chimie

Le groupe pétrolier bp a annoncé l'abandon de son projet de production d'hydrogène [« H2 Teesside »](#) et équipé de technologies de capture et de stockage de CO₂, présenté en 2021. Il devait représenter 20 % de la production d'hydrogène attendue par le gouvernement en 2030 et fournir de l'hydrogène formée à partir de gaz naturel à un site voisin du groupe chimique saoudien Sabc. Ce dernier a toutefois fermé en juin et le gouvernement a depuis identifié le site pour la construction d'un centre de données dans le cadre d'une nouvelle « AI Growth Zone ». L'abandon de ce projet s'inscrit par ailleurs dans le contexte de la revue d'actifs menée par le groupe bp, visant à dégager 20 Md\$ d'ici 2027.

Par ailleurs, [Storegga](#), l'entreprise cheffe de file du projet de cluster CCUS « Acorn » situé en Ecosse, a annoncé avoir mis en vente sa participation de 30 % dans le projet. Cette décision a été prise à la suite d'une revue de projet par les actionnaires de Storegga, dont les fonds d'investissements Macquarie, XRG du groupe émirati Adnoc et le fonds souverain singapourien GIC. Elle pourrait être interprétée comme une remise en cause du projet alors que les doutes s'installent sur la pérennité de l'industrie chimique en Ecosse (reconversion de la raffinerie de Grangemouth d'Ineos, fermeture du complexe de Mossmorran d'ExxonMobil), malgré les 200 M£ investis par le gouvernement. Les trois autres actionnaires (Shell et Harbour Energy à 30 % respectivement, North Sea Midstream Partners à 10%) n'ont pas réagi.

Environnement

Le gouvernement met à jour sa stratégie et son plan d'action pour la biodiversité et l'environnement

Après plus d'un an de travail, le DEFRA a publié une nouvelle version de l'[Environmental Improvement Plan](#), le plan quinquennal qui doit

permettre au Royaume-Uni d'atteindre ses objectifs environnementaux de long terme fixés par l'Environment Act de 2021.

Alors que le plan du précédent gouvernement était jugé trop peu ambitieux, ce nouveau document rehausse plusieurs objectifs intermédiaires à l'horizon 2030 : restaurer ou créer 250 000 hectares d'habitats et de sites protégés (140 00 d'ici 2028 auparavant), réduction de 30% de la population exposée aux émissions de particules fines PM2.5 par rapport à 2018, réduction de 50% du taux d'établissement des espèces invasives d'ici 2030 par rapport aux années 2000...

Ces nouveaux objectifs s'accompagnent de 13 plans d'action sectoriels couvrant l'ensemble des sujets touchant à la protection de l'environnement : demande en eau, couvert forestier, réduction des déchets résiduels, qualité des eaux agricoles, qualité de l'air. Les PFAS feront l'objet d'un plan dédié pour la première fois, avec une revue des réglementations s'appliquant aux boues d'épuration.

Ils s'accompagnent aussi de nouveaux financements, dont 500 M£ pour inciter les agriculteurs et propriétaires fonciers à restaurer la nature et 85 M£ pour la restauration de tourbières.

Transports

Le projet d'une liaison ferroviaire directe Royaume-Uni – Allemagne progresse

Dans le cadre de la visite d'Etat au Royaume-Uni du président allemand Frank-Walter Steinmeyer, Eurostar et Deutsche Bahn (DB) ont signé un protocole d'accord (MoU) visant à étudier la mise en place de trains à grande vitesse directs entre Londres et l'Allemagne — notamment vers Cologne et Francfort — pour le début des années 2030.

Ces liaisons utiliseraient la future flotte à deux étages "Celestia" d'Eurostar, qui offrirait 20 % de capacité supplémentaire et jusqu'à 50 % d'économie d'énergie comparé aux trains actuels. Grâce à ce service, le trajet Londres–Cologne pourrait durer environ 4 h, et Londres–Francfort un peu plus de 5 h.

Le ministère des Transports lance une consultation sur l'élaboration du cadre réglementaire des voitures autonomes au Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a annoncé la publication d'un [appel à contributions](#) (call for evidence) pour développer le corpus réglementaire encadrant les véhicules autonomes, conformément à l'Automated Vehicles Act de 2024.

Ce cadre vise à permettre l'autorisation de véhicules autonome tout en fixant des exigences strictes en matière de sécurité, d'assurance, de cybersécurité, de responsabilité légale, de licences opérateur, ainsi que de surveillance en cours d'usage et d'enquête en cas d'incident. Il s'adresse à un large éventail d'acteurs (usagers de la route, professionnels de l'industrie, assureurs, opérateurs, experts

Industrie

La part de marché des véhicules électriques dépasse 25 % en novembre

Pour le deuxième mois de suite, la part des véhicules 100 % électriques dans les [ventes de véhicules neufs](#) a dépassé 25 % et atteint 26,4 % en novembre. Depuis le début de l'année, ils représentent 22,7 % des ventes, contre 18,7 % un an auparavant. Dans le même temps, les ventes de véhicules hybrides et hybrides rechargeables ont progressé, alors que la part de marché des véhicules thermiques diminue. Les constructeurs automobiles sont ainsi bien placés pour atteindre les objectifs du ZEV mandate (28 % en 2025) grâce aux flexibilités offertes par le gouvernement (possibilité de reporter une partie de l'objectif sur les années suivantes). La tendance est comparable sur le marché des utilitaires légers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr